

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3964 - Mardi 21 Septembre 2021 - Prix : 200 Fc

BEPC :

5270 candidats ont donné le coup d'envoi à Ngazidja



VISAS ÉTUDIANTS POUR LA FRANCE

**Pour les demandeurs,
« le motif 4, est un préjugé »**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 21 ao 20 Septembre 2021**

Lever du soleil:

05h 57mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 43mn

Dhouhr : 12h 04mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



SOCIÉTÉ

Trois délégations venues à Mohéli pour la santé

Samedi dernier, Mohéli a reçu trois délégations différentes venues de Moroni rien que pour la santé de la population. Et cette fois-ci ce n'est pas pour la covid-19. L'OMS est venue pour le renforcement des structures sanitaires, le Croissant des Emirats arabes unis pour le pôle mère-enfant et une délégation des ophtalmologues européens pour les personnes présentant des troubles de la vue.

Une forte délégation du Bureau pays de l'Organisation mondiale de la Santé OMS, composée du responsable du système de santé, de la chargée des relations publiques, conduite par le représentant résident Dr Darra Abdoulaye est arrivée ce samedi matin dans la capitale

mohélienne en compagnie du directeur général de la santé. L'objet de cette mission est de renforcer l'appui au développement sanitaire de l'île (lire article en page 2).

Dans cette même journée, une délégation du Croissant rouge des Emirats arabes unis est arrivée à l'aéroport de Bandar es salam pour le pôle mère enfant du CHR de Fomboni. L'objectif de cette visite est de venir constater le déroulement du chantier de la construction de ce bâtiment qui constituera un pas géant pour la prise en charge des femmes ainsi que des nouveaux-nés.

« La construction de ce pôle mère enfant est un grand soulagement pour la population mohélienne notamment les femmes qui veulent accoucher. Plusieurs recrutements seront faits pour cet hôpital » rassure



re Mohamed Assane Directeur régional du CHRI de Fomboni. Cet hôpital, pour rappel a plus de 13 chambres de garde malade, 3 salles

d'opération, des bureaux de médecins et autres. Son inauguration est prévue dans les prochains jours. « Il reste à savoir si l'hôpital arrivera à

assurer l'entretien de ce bâtiment et il serait aussi judicieux de réhabiliter la route qui mène du portail vers ce bâtiment car elle est impraticable surtout en période pluvieuse » précise un jeune avant d'ajouter « une belle maison mérite une belle route ».

À la même heure la compagnie inter-îles a atterri avec à son bord des médecins européens, tous des ophtalmologues conduits par le docteur Chanfi Mohamed qui est aussi un grand ophtalmologue. L'objectif est de venir consulter gratuitement les personnes présentant des troubles de cataracte. Les consultations ont débuté dès ce dimanche à 8h00. Plus de 100 personnes se sont déjà inscrites sur la liste des personnes à consulter.

Riwad

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS à Mohéli en appui au développement sanitaire de l'île

Une forte délégation du Bureau pays de l'OMS conduite par Dr Diarra Abdoulaye, est arrivée samedi dernier à Fomboni. L'objet de cette mission est le renforcement de l'appui au développement sanitaire de l'île. La mission a prévu des sessions de travail avec la direction régionale de la santé, une visite dans les structures de santé et des rencontres avec des représentants de la société civile.



Samedi dernier, Dr Diarra Abdoulaye et son équipe composée de responsables du système de santé, de la chargée des relations publiques et du partenariat

ainsi que du chargé de communication ont été reçus par le gouverneur de l'île Said Fazul. « Nous sommes d'abord venus prendre les attentes

du chef de l'exécutif insulaire afin d'adapter nos interventions aux besoins réels du terrain », a expliqué à la presse le représentant de l'OMS.

Il a aussi félicité le gouverneur et les autorités sanitaires insulaires pour le dispositif du cordon médical installé à l'aéroport pour la surveillance épidémiologique et qui permet de prévenir les éventuels cas de paludisme ou de Covid-19 à l'entrée de l'île.

Lors de cet entretien avec le premier magistrat de l'île, le directeur général de la santé n'a pas manqué de rappeler l'appui multiforme du système des Nations Unies aux Comores, notamment celui de son agence spécialisée l'OMS, pour le développement d'un système de santé solide et résilient.

Pour sa part, le gouverneur Said Fazul a réitéré ses remerciements à l'endroit de l'Organisation mondiale

de la Santé quant à l'appui apporté à son île dans la gestion de la pandémie de Covid-19, surtout lors de la seconde vague. Il est aussi prévu une rencontre d'échange avec les membres de la coordination insulaire de lutte contre la Covid-19. La responsable des relations publiques et du partenariat du Bureau pays de l'OMS qui fait partie de la délégation a prévu des consultations avec la société civile en vue d'un partenariat renforcé avec les ONG locales, plus précisément avec celles qui sont engagées dans le domaine de la santé.

Andjouza Abouheir

COVID-19

Une forte mobilisation dans les sites de vaccination

Sur 820.824 personnes ciblées, 162.098 ont reçu un schéma complet de vaccination. Le taux de couverture est de 19,7% à ce jour. Sur ce deuxième passage de la deuxième cohorte, Mohéli notifie un taux de vaccination important, soit 95,8%.

Devant la presse, vendredi 17 septembre dernier, la ministre de la santé Loub Yakouti Athoumani a réitéré encore une fois l'objectif du pays de vacciner 60% de la population, soit 492.494 personnes d'ici la fin de l'année. Selon elle, l'État et ses partenaires ont d'ores et déjà mobilisé les moyens pour atteindre cet objectif très rapidement et intégrer le club fermé des rares pays au monde à atteindre l'immunité collective. En effet, le pays dispose d'un million de doses (1.000.000) pour 454.545 personnes, soit une couver-

ture de 55% de la population totale. « Pour la première et la deuxième campagnes, 400.000 doses ont été utilisées. Et à partir du 27 septembre prochain, commencera la 3ème cohorte, suivie immédiatement par la 4ème pour les 600 000 doses prédisposées dans le pays », souligne-t-elle.

La ministre parle d'une forte implication du gouvernement et de la population. « Parmi les facteurs clés de la performance de ce premier passage, c'est la forte implication et le leadership au sommet de l'État, celle aussi des gouverneurs des îles dans les actions de sensibilisation, la disponibilité des vaccins, le leadership des coordinateurs insulaires et de leurs équipes, le suivi et le bon management de la coordination nationale et surtout l'adhésion de la population », précise-t-elle.

Pour le second passage de la deuxième cohorte, 131.892 person-

nes ciblées, 120.740 personnes sont vaccinées, soit une couverture de 91,5% avec des disparités spécifiques par cible et par île. L'île de Mwali arrive en tête avec 95,8% suivi de Ndzouani 93,4% et Ngazidja occupe la dernière position avec 90,2%. Sur les 820.824 personnes, 162.098 ont reçu un schéma complet de vaccination. Par conséquent, le taux de couverture est de 19,7%. Ce taux est composé de 22,8% à Mwali, Ngazidja 23,8 % et 14,5% à Ndzouani. La cible «étudiants» est de 99,9%, suivie des 40 ans et des sportifs avec 90,7%.

Les trois districts de Mwali ont chacun dépassé la barre des 90%, avec un taux de 99,2% à Nioumachoua. Sur les sept districts sanitaires de Ndzouani, 2 n'ont pas pu dépasser la barre de 90%. Il s'agit des districts de Mutsamudu et de Sima, respectivement à 87,9 % et

89,9 %. Sur les sept districts sanitaires de Ngazidja, les districts de Hamahamet-Boinkou, du Centre, d'Oichili-Dimani et de Mitsamihouli n'ont pas pu franchir le seuil de 90%.

Il est à noter que les effets secondaires notifiés, suivis et pris en charge sur l'ensemble du territoire ont touché plus les femmes à 58%. La ministre de la santé lance à nouveau un appel à la vaccination. « Pour pouvoir reprendre nos festivités, rehausser l'économie qui a pris un coup à cause de la Covid-19 dans le pays, il faut nous présenter massivement dans les sites de vaccination. C'est de cette manière que nous pourrions sortir de l'impasse », insiste-t-elle. Pour mémoire, le pays occupe la troisième place des pays en avance au niveau de la vaccination en Afrique, pour son leadership dans la vaccination.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

BEPC :

5270 candidats ont donné le coup d'envoi à Ngazidja

Au total, 11.228 candidats inscrits, ont démarré hier lundi 20 septembre les épreuves du Bepc (Brevet d'études du premier cycle). À Ngazidja les épreuves se déroulent dans le calme et la sérénité avec 5270 candidats.

Comme prévu, l'examen national du BEPC a débuté hier lundi 20 septembre sur toute l'étendue du territoire national. Environ 11.228 élèves inscrits

dont 5270 candidats à Ngazidja. Après une année de longue attente et de durs labeurs, ces candidats vont enfin mettre à l'épreuve leurs connaissances pour passer au cap supérieur et ils ont commencé par l'épreuve de Science de la vie et de la terre. Rencontré au Lycée Saïd Mohamed Cheikh de Moroni, le secrétaire adjoint du secrétariat central au niveau de Ngazidja, Ahmed Rafiki a expliqué que sur les 262 candidats inscrits au lycée de

Moroni, 10 seulement ont été absents. « Depuis ce matin jusqu'à l'heure où nous parlions aucun incident majeur ne s'est produit. Tout se déroule dans la perfection », souligne-t-il.

Toutes les dispositions sécuritaires et sanitaires ont été prises afin d'assurer le bon déroulement de cet examen, avec une surveillance accrue. « Tous les smartphones ont été confisqués aux élèves. Je pense plutôt que les candidats ont bien

compris et les surveillants sont là également pour éviter toute tentative de fraude. Nous les laissons faire leur petit besoin avant d'ouvrir les enveloppes afin d'éviter les va et vient en plein examen », explique-t-il, avant d'ajouter que « chaque salle compte une vingtaine d'élèves. Chacun est prié de porter son masque et le lavage de mains est obligatoire avant d'entrer en salle ».

Sourire aux lèvres et le visage détendu dans la cour du lycée Saïd

Mohamed Cheikh, Raoult et Elkarim parlent des épreuves abordables. « Les épreuves d'aujourd'hui ont été plus ou moins abordables. Nous espérons gagner cette bataille », rassurent-ils. Pour mémoire, le ministre de l'éducation Djaffar Salim Allaoui a lancé une guerre contre toutes tentatives de fraudes au niveau des examens. Selon lui, il y'aura des sanctions exemplaires.

Andjouza Abouheir

VISAS ÉTUDIANTS POUR LA FRANCE

Pour les demandeurs, « le motif 4, est un préjugé »

Des jeunes « étudiants » demandeurs de visa pour la France ont manifesté aux alentours du service consulaire français à Moroni. Ces jeunes dénoncent la procédure de refus et citent « un motif de préjugé » de la part du service consulaire. De l'attente en face de l'ambassade dans des conditions qu'ils disent « méprisables », ces jeunes constitués en collectif appellent à une prise de responsabilité de la part des autorités françaises.

Munis de feuillets portant des slogans, des jeunes « étudiants » comoriens demandeurs de visa pour leurs études supérieures en France ont manifesté aux alentours de la représentation diplomatique dudit pays dans la matinée de ce lundi. Avant d'être dispersés par le peloton d'intervention de la gendarmerie nationale (PIGN), la foule bien que pas

immense a eu son mot à dire. Pour obtenir le visa et la chance de poursuivre leurs études, ces jeunes estiment avoir suivi la procédure académique et administrative imposée par les autorités françaises. Selon Ikbal Youssouf, membre dudit collectif, il est regrettable que le service consulaire s'appuie sur le motif 4 pour refuser le visa. « C'est un préjugé car ils démontrent sur ce motif 4 que l'étudiant demandeur de visa ne va pas faire des études encore moins revenir au pays. Il y a d'autres motifs auxquels nous ne nous n'attendions pas. Le blocus ne se fait pas qu'ici car au Campus aussi les choses ont changé et c'est bien dommage », regrette ce jeune devant la presse.

Dans l'émotion, Ikbal Youssouf rappelle que les recours effectués par ces jeunes demandeurs de visa ne sont pas étudiés et qu'ils prennent jusqu'à deux mois sans avoir de réponse. « Il y a des candidats

dont les recours ont atteint la date limite donc ils ne peuvent rien faire car ils n'ont pas eu de réponses de la part de l'administration consulaire sur la recevabilité ou pas de leur dossier », dit-il.

« Nous voulons faire nos études, nous avons des projets, alors on exhorte le service consulaire à nous donner cette chance de poursuivre nos études car notre seul souhait c'est finir nos études et accompagner notre pays dans son développement », devait dire ce porte-parole du collectif de plus de 250 personnes.

Toiwilou Ahamada Youssouf, lui de son côté va un peu plus loin et dénonce, en plus des refus « excessifs », les conditions dans lesquelles se retrouvent les demandeurs de visa comoriens. Selon lui, c'est inadmissible que les comoriens soient exposés de la sorte au vu et au su de tous les passants. « Devant l'entrée de l'ambassade, les comoriens deman-



deurs de visa subissent le soleil, la pluie, la chaleur et pire encore. C'est inadmissible et surtout que la France se porte comme un des pays qui respectent et défendent les droits de l'homme. Ces manières de faire pour les autorités diplomatiques françaises ne le prouvent pas », dit-il en soulignant qu'il revient à l'administration consulaire de trouver la

solution face à ces « pratiques inhumaines » dans le cadre de la coopération entre les deux pays. Les jeunes manifestants sont loin de s'arrêter et promettent que « le combat ne fait que commencer car tout doit changer pour l'image des deux parties ».

A.O Yazid

AGRICULTURE

Le Projet d'appui aux filières de rente est lancé

Le jeudi 16 septembre a été lancé officiellement à Moroni, sous la houlette du chef de l'État et de l'ambassadeur de France aux Comores, le Projet d'appui au développement des filières de rente et au développement rural (AFIDEV), pour un montant de 15 millions d'euros soit 7,3 milliards de francs comoriens. Le projet entre dans le cadre du Plan de Développement France-Comores (PDFC) initié à Paris en juillet 2019.

Le projet vise à renforcer la compétitivité des filières agricoles de rente (girofle, vanille et ylang-ylang), à augmenter la qualité et la valeur des exportations en garantissant une répartition plus favorable de la richesse produite sur le territoire national. Il s'agira, durant les 4 ans de mise en œuvre, d'appuyer la transformation et l'améliora-

tion de la qualité des produits et de contribuer à leur reconnaissance internationale, en accompagnant en particulier la certification des produits et la création d'indications géographiques : l'enjeu est surtout d'améliorer les conditions de vente dans les pays importateurs de produits comoriens et de contribuer à la promotion de la marque « Made in

Comoros ».

Un appui spécifique sera apporté à l'amélioration du climat des affaires par la création du futur office national des produits de rente. Le projet permettra de soutenir, en donnant une place plus importante aux femmes, plus de 50 structures de transformation et de conditionnement, de former plus de 1000 structures impli-



quées dans la transformation dont certaines bénéficieront de l'accès à des crédits pour améliorer leur performance.

L'AFIDEV financera également les actions de recherche de l'INRAPE pour conforter l'attractivité des cultures de rente au sein des exploitations et des coopératives agricoles. En outre il appuiera 5 CRDE (Centres Ruraux de Développement Économique), à savoir ceux de Sereheni et Dzahadjou à Ngazidja, ceux de Mrémani, Bambao-Mtsanga et Domoni à Ndzuwani. Par ailleurs une contribution sera apportée pour aider au désenclavement des zones à fort potentiel agricole par la réhabilitation d'environ 10 km de pistes rurales. La mise en œuvre sera assurée par « Expertise France » l'agence publique française de coopération technique internationale en relation étroite avec le Ministère de l'Agriculture.

Dans son intervention le ministre de l'Agriculture M. Houmed Msaidi en appelle à une « approche nouvelle de collaboration ». Pour lui, il s'agit en l'espèce, « de concilier les initiatives propres et les axes stratégiques de développement mis en place par le gouvernement. Il demande aux bénéficiaires de « saisir l'occasion pour conjuguer vos efforts en vue d'obtenir un impact conséquent et satisfaisant de nos actions ».

Pour sa part, le chef de l'État a rappelé : « que les cultures de rente représentent les principales cultures d'exportation de notre pays et par conséquent, le moteur du développement de l'économie nationale. Elles constituent notre fierté, notre identité et notre espoir de pouvoir développer l'économie nationale et promouvoir ainsi les conditions de vie de la population ».

Mmagaza

CORRECTION BACCALAURÉAT

Tout sera fini le 24 septembre prochain

Au lycée Saïd Mohamed Cheikh, la correction du baccalauréat se poursuit sans contrainte administrative. Tous les correcteurs répondent présents tous les jours et dans toutes les matières, chaque enseignant corrige un paquet et demi par jour. Et selon Mahazi responsable du secrétariat tout sera prêt le vendredi 24 septembre prochain.

Cette année, les enseignants passent presque 10 heures de temps par jour à corriger la fameuse épreuve du baccalauréat. Car les correcteurs sélectionnés vont de 7h30 jusqu'à 15h30. Pendant cette intervalle, chaque enseignant a la charge de corriger un paquet et demi de

copies. Joint au téléphone, le responsable du secrétariat, Monsieur Mahazi confie que depuis le 18 septembre dernier, la correction suit son cours sans des difficultés administratives. « Les enseignants répondent présents tous les jours. Et la correction se fait dans toutes les matières. Et

dans chaque matière, on a 35 à 36 enseignants dont chacun doit corriger un paquet et demi de copies par jour », précise-t-il. Interrogé sur les anomalies déjà rencontrées par les enseignants pendant la correction, notre interlocuteur fait comprendre que des petites erreurs ne manquent jamais, mais pour le moment rien de grave à signaler.

Parmi ces anomalies, on peut citer entre autre des copies identiques autrement dit les devoirs communs, une copie très similaire à la correction. Mais le responsa-

ble du secrétariat dit que ces genres de problèmes sont explicités et divulgués lors de la délibération. En tout cas, pour le moment, fait-il comprendre rien n'est à craindre. Les enseignants continuent de corriger et certains mêmes vont finir avant la date butoir, c'est-à-dire avant le vendredi prochain. « Les mesures de sécurité ne se prennent pas uniquement pour les candidats pendant les épreuves mais également pour les correcteurs pendant la correction », précise-t-il, tout en expliquant que

c'est l'office national des examens et concours qui se charge de la sélection des correcteurs et prend soin d'éviter le favoritisme pendant la correction sauf en cas d'exception. Et cela se fait après une réflexion commune. Sur ce, la correction s'achève le vendredi 24 septembre prochain mais la délibération se fera le 30 septembre si rien d'anormal n'arrive entre temps.

Kamal Gamal

SANTÉ PUBLIQUE

Le Ministère de la santé renforce la capacité de ses équipes en matière de vaccination

La crise de la pandémie de covid-19 a tout chamboulé. Tous les efforts du Ministère de la santé étaient orientés vers la lutte contre cette maladie au détriment des autres programmes réguliers relégués au second plan. C'est pour cela que les autorités sanitaires en partenariat avec l'UNICEF ont jugé nécessaire, en cette période d'accalmie, de reprendre ces activités en renforçant les capacités de leurs équipes.

Les médecins chefs de différents districts sanitaires de Mohéli avec des agents de la santé ont bénéficié jeudi dernier à la direction régionale de la santé d'une formation de renforcement des capacités sur la vaccination des enfants. Dès l'apparition du premier cas du nouveau variant de la covid-19 dans le pays en particulier à Mohéli, le ministère de la santé, de la solidarité et de la protection sociale avait

consacré tout son temps à lutter contre cette pandémie. Ce qui n'a pas été sans impacts dans les autres volets notamment les programmes déjà initiés tel que le PEV (programme élargi de vaccination) des enfants, la planification familiale et autres qui sont d'ailleurs indispensables pour le bien être de l'enfant.

Face à ce paradoxe et pour infléchir la courbe, plus d'une trentaine de personnes, médecins chefs et vaccinateurs ont été invités à prendre part à une formation de 3 jours qui a débuté le jeudi pour prendre fin samedi 18 septembre. Une initiative prise par le Ministère de la santé en partenariat avec l'UNICEF pour pouvoir atteindre une couverture annuelle de 90% des enfants vaccinés.

Selon Dr Nourouhoula Youssouf, coordinatrice nationale du programme élargi de vaccination, ces vaccins protègent les enfants contre la diphtérie, le tétanos, la



poliomyélite, la coqueluche, l'infection à Haemophilus influenzae, l'hépatite B, le méningocoque C, le pneumocoque, la rougeole, les oreillons et la rubéole. « Ces vaccins

sont obligatoires chez les nourrissons jusqu'aux enfants de 13 ans » précise-t-elle.

La couverture annuelle de 90% des enfants vaccinés sur le territoire

national est loin d'être franchie puisqu'en ce milieu du mois de septembre, selon les données du Ministère de la santé, seulement 80% des enfants sont vaccinés. Le taux de participation est faible, selon les responsables, alors qu'il reste 3 mois pour terminer l'année 2021. Toutefois avec une forte sensibilisation les autorités sanitaires sont optimistes face à ce défi. « Les mêmes équipes qui devront assurer la vaccination des enfants sont aussi appelés à suivre la campagne de vaccination de la covid-19 mais on verra comment procéder pour palier à cela » rassure Dr Nourouhoula.

C'est dans ce sens que ces responsables sanitaires appellent les parents à adhérer à la vaccination des enfants car c'est un droit. « Bientôt un enfant pourrait porter plainte à ses parents s'il n'est pas vacciné car c'est son droit » prévient la coordinatrice.

Riwad

SOCIÉTÉ

Daniel Ali Bandar mise sur la jeunesse et la femme

Dans la perspective de consolider la paix et favoriser le développement socio-économique, la sauvegarde de l'environnement pour le bien-être de la population comorienne dans son ensemble, Dr Daniel Bandar cible la jeunesse et les femmes. Et pour cela, il a fait une première prise de contact avec une vingtaine d'organisations des femmes et une quinzaine de la jeunesse.

Aussitôt nommé, le nouveau directeur de cabinet du chef de l'Etat, Dr Daniel Ali Bandar prend son bâton de pèlerin. Dans le cadre de ses premières prises de contact avec les organisations de la société civile, ce dernier a reçu jeudi

16 septembre une vingtaine de représentants des organisations



féminines et une quinzaine de la jeunesse. Au cours de ces échan-

ges, le collaborateur du président Azali a témoigné sa disponibilité à écouter, et à travailler avec toutes les organisations de la société civile dans la perspective de consolider la paix et favoriser le développement socio-économique, la sauvegarde de l'environnement pour le bien-être de la population comorienne dans son ensemble.

« Je souhaite entretenir avec vous un dialogue franc et sincère afin de pouvoir accompagner ensemble le développement de notre pays qui est l'affaire de tout la monde » souligne-t-il, tout en assurant que dans l'exercice de sa mission, il entend faire abstraction des appartenances politiques, reconnaissant ainsi le droit à la différence d'opinion, laissant

aussi entendre que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise.

Il a saisi cette opportunité pour exhorter lesdites organisations à œuvrer ensemble pour que « la voix des femmes et de la jeunesse puisse être entendue et portée plus haut » et a assuré qu'ils trouveront en lui leur digne porte-parole auprès des autorités. Il a invité ses différents interlocuteurs à avoir confiance en eux. Les intervenants ont salué ce geste tout en souhaitant la mise en place d'un cadre de dialogue et de concertation pour afin d'assurer un suivi permanent des projets qui seront arrêtés en commun.

Andjouza Abouheir

ÉDUCATION

Les écoles de la localité de Ntsadjeni dotées d'une bibliothèque

Le club Rotaract de Moroni a doté la communauté de Ntsadjeni d'une bibliothèque et d'un équipement informatique pour soutenir les jeunes et les étudiants dans le domaine éducatif. Environ 2 millions de nos francs est le coût financier de la réalisation du projet qui s'inscrit dans le plan d'actions d'alphabétisation dirigées par le club de Moroni chaque mois de septembre.

Heureux sont les jeunes écoliers et étudiants de Ntsadjeni au nord de Ngazidja, qui se sont vu offrir le 19 septembre dernier une bibliothèque flambant neuf. Le Rotaract tout comme les clubs internationaux appuie le secteur éducatif à travers des actions d'alphabétisation organisées chaque mois de septembre. Abdou Mouslim prési-

dent du Rotaract explique que cette année nous avons eu l'idée d'une bibliothèque. « L'objectif était de l'ouvrir dans une localité ayant le plus besoin. Et c'était la localité de Ntsadjeni qui a été jugée la plus nécessiteuse pour ce projet. Et à travers plusieurs rencontres avec l'association des jeunes de Ntsadjeni, le projet a vu le jour le 19 septembre dernier. Cela fait partie de nos actions stratégiques organisées chaque année et à chaque mois de septembre », explique-t-il.

A chaque mois de septembre, ce club avec le club parrain Rotary Club organise des actions pour soutenir le développement de l'éducation. C'est ainsi que plus de 1000 livres dont des œuvres littéraires, philosophiques, scientifiques, académiques, romanesques, revues et bandes dessinées ont été collectées pendant 8

mois par le Rotaract dans l'objectif d'aider l'ouverture d'une bibliothèque à Ntsadjeni. Ce don de livres a été suivi d'un ordinateur fixe permettant aux bibliothécaires de collectionner et restaurer des documents. Pour les bénéficiaires, le bonheur était à son comble.

Selon le président, plus de 2 millions de francs comoriens ont été mobilisés pour la réalisation de ce projet. Étant connaisseur des conséquences provoquées par l'ignorance, il s'engage avec les membres du club dans la lutte contre l'ignorance tout facilitant des actions d'alphabétisation. Pour eux, Nelson n'aurait pas eu tort de dire que l'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde.

Pour rappel, le Rotaract est un club qui ne se limite pas aux actions d'alphabétisation, mais facilite également la santé de la



mère et de l'enfant, les opérations d'assainissement, protège l'environnement, lutte contre les maladies et développe l'économie. Tels sont les axes et les engagements que se fixent le club pour le

bien-être de la population. Et d'autres actions vont se poursuivre en septembre prochain.

Kamal Gamal

SOCIÉTÉ

Le football au pied de la lettre

C'est autour du thème « marquer un but c'est bien mais faire la lecture c'est encore mieux » que le CLAC de Nioumachoi, en partenariat avec le club de lecture Lune des îlots ont organisé la semaine dernière une activité qui combine le sport et la lecture pour encourager cette dernière par la passion du football.

"La persistance de la crise sanitaire liée à la covid-19 et la passion au football ont fait chuter sensiblement le taux de fréquentation dans



nos centres de lecture et d'animation culturelle » a fait constater Ben

Imam, l'encadreur des CLACs de Mohéli.

Et pour inverser la tendance, ces responsables ont choisi l'index 790 sur la classification des ouvrages pour lancer cette première phase d'activité pendant les vacances, « le football au pied de la lettre ». L'objectif est d'encourager la lecture par la passion du football, partager les valeurs du sport qui sont la solidarité, l'égalité et le respect.

Après l'hymne national, la lecture chronométrée est lancée. Et la moitié du nombre des pages lues en 15 minutes donnait accès à deux tirs au but. Deux groupes de ce club se sont disputés dans un esprit de fair-

play. C'était un défi de lecture suivi des questions tirées de l'œuvre de Marcel Dessailly, l'ancien défenseur de l'équipe de France. Parmi les questions posées, il y avait celle de savoir l'auteur de l'expression « il faut le gagner ce monde !! Je vais vous dire pourquoi... ».

Enfin, c'est le groupe A du capitaine Tchaké Yrhen qui a remporté le match avec 5 buts sur 7 tirs contre 2 buts sur 5 tirs pour le groupe B.

Riwad

LIBRE OPINION

En économie il n'y a pas de miracle

N'allons pas trop loin dans la comparaison, cela risque d'être compliqué pour un simple citoyen qui ignore tout ce qui se passe dans le pays. Prenez l'île Maurice comme exemple. Ce pays voisin a obtenu son indépendance depuis 1968 soit sept avant nous. L'île Maurice de tradition franco-britannique est en effet un état insulaire de moins d'un million d'habitants (1 million selon une autre estimation), il fait partie des 5 pays de l'océan indien. Après 53 années d'indépendance bien méritée, l'île Maurice, qui se distingue des autres îles par une démocratie stable, un système politique fort, des institutions solides, l'esprit du partenariat, une structure administrative et judiciaire solide et le respect des textes en vigueur, dont la constitution.

A cela s'ajoute l'esprit citoyen avec le patriotisme. Une telle initiative rassure et encourage les investisseurs étrangers de venir investir à l'île Maurice pour dynamiser l'ensemble du tissu économique local en créant des emplois et améliorer les condi-

tions de vie du peuple Mauricien. Je tiens à rappeler que depuis 1990, l'économie mauricienne se porte bien. Jetons en outre un coup d'œil sur quelques chiffres du développement durable (Source Banque mondiale).

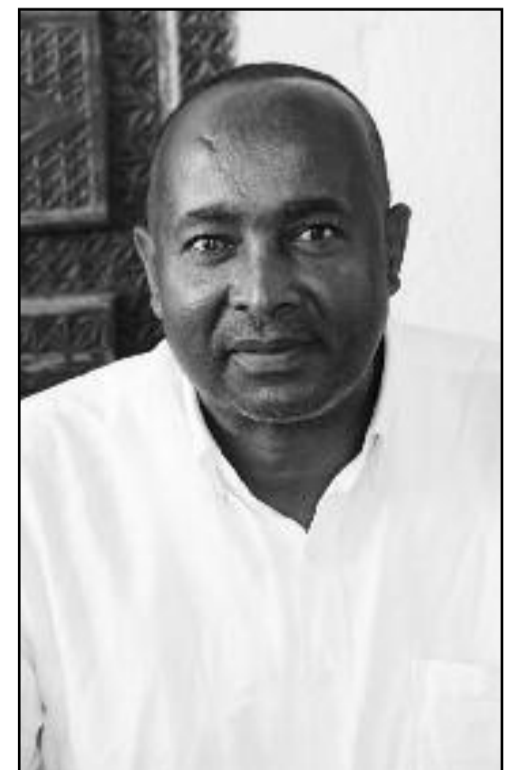
Un petit rappel, le développement durable sera défini par trois grands paramètres à savoir, l'instruction, la santé et le revenu. Maurice : Pour la période entre (1960 et 2007) le taux d'alphabétisation des adultes atteint 87% - Un PIB/Habitant (contant 2000) est de 4709 Us- l'espérance de vie est passée de 59 ans à 72 ans. Comores : Sur la période de 1975 à 2007 - le PIB/Habitant était d'environ 1240 Usd constat de 2010 - Taux d'alphabétisation des adultes est de 45% - Une espérance de vie de 65 ans. De tous les chiffres, il ressort qu'à l'île Maurice, le niveau est bon parce que la croissance du PIB est au dessous de 70% c'est à dire la dette nationale n'a pas atteint le seuil de 70% de la production du pays.

Sans être sorcier et au vu des ces résul-

tats importants dont l'île Maurice dispose, ceci explique la raison pour laquelle l'île Maurice arrive en tête pour l'Afrique et se trouve au 1er rang sur les 5 pays de la région, avec la réalisation des projets sociaux d'envergure comme le développement touristique, la construction des grands hôpitaux modernes, avec un système de soin gratuit et de tout ce qu'il y a de correct en équipement médical, des avions long courrier Airbus A350-900, inter-îles et de certains grands projets en cour de réalisation, dont on citera à titre d'exemple le métro léger.

En concluant, Maurice a réussi presque dans tous les domaines, contrairement à ce que se passe dans notre pays, la pauvreté des citoyens est devenu criante au point de faire parler même les muets. Et sans doute le pays est très en difficultés. Il est grand temps à mon avis que la classe politique se réconcilie et regarde le futur de ce pays.

Salim Maabad



ENTREPRENARIAT :

15 jeunes formés en leadership et prise de parole

Parce que la prise de parole n'est pas seulement l'art de parler en public, mais aussi la maîtrise de l'émotion, la cohérence et l'éloquence, l'Uccia a organisé une formation de coaching afin de doter les jeunes entrepreneurs des bonnes approches. 15 participants ont été initiés sur les bases du leadership et la prise de parole en une période de 10 jours.

Après 10 jours de formation (du 08 au 16 septembre), en techniques de leadership et prise de parole en public, initiée par l'UCCIA, l'atelier a baissé le rideau jeudi 16 septembre dernier. 15 participants de différentes entreprises ont été dotés des outils de prise de parole en public. Un processus pour parler à un groupe donné d'une façon structurée et délibérée pour informer ou influencer les auditeurs. Au cours de cette semaine de formation, il était question pour les participants de s'exercer durement afin de se performer et d'avoir les atouts nécessaires en jouant sur l'éloquence, la cohérence, et l'art d'être posé et convainquant devant un public donné et dans leurs différentes entreprises.

Lors de la cérémonie de clôture,



chaque participant avait environ 5 minutes de « speech » pour convaincre le public avant de se faire attester. Dans ce lot, figurait des femmes entrepreneurs, des cadres, etc... qui ont su montrer à travers leurs explications, l'importance de la femme dans la société, dans l'entreprise ou dans la prise de décision.

Pour le formateur, c'était un moment d'échange un peu tendu mais aussi un moment de rire et de partage de connaissances. « La plu-

part d'entre vous sont venus en pièce détaché. Ensemble nous avons monté une voiture. Aujourd'hui je suis plus que satisfait de la manière dont chacun d'entre vous s'exprime. Certains tremblaient au départ, aujourd'hui vous arrivez à gérer le stress, ce qui n'est pas facile», se félicite Fouad Said Hachim.

De son côté, le président de l'Uccia Ahmed Chamsoudine se félicite d'une telle réussite. « La prise de parole est toujours difficile

pour toute personne, et ce que j'ai vu aujourd'hui à travers les participants me rend heureux. Je pourrais dire que la formation s'est bien déroulée. C'était un moment riche avec des beaux témoignages », affirme ce patron des Ets Nassib, tout en appelant d'autres personnes ressources à venir se former pour améliorer leurs performances au service de leurs entreprises.

Andjouza Abouheir

Numéros utiles**Police**

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère des Finances et du Budget

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

Financement : Association Internationale de Développement (IDA)

Financement : Don IDA No H 878-KM

N°2021/05/RCIP4/AON/C-internet

Avis d'Appel d'Offres international

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu en 2018 un Don Additionnel de USD 10 Millions (D3820-KM) de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer la Quatrième Phase du Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : « **Acquisition et fourniture de Capacité internet Haut Début, Sécurisé et Illimité au Profit des Administrations Publique** ».

3. Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et inspecter le dossier d'appel d'offres au bureau du Projet Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge- Place Cour Suprême -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com

4. Un jeu complet de dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des soumissionnaires intéressés sur soumission d'une demande écrite à l'adresse indiquée ci-dessus.

5. Les clauses des instructions aux soumissionnaires et celles du Cahier des clauses administratives générales sont les clauses du Dossier Type d'appel d'of-

fres : Acquisition de Biens, de la Banque.

6. Les offres doivent être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard à **le 21 octobre 2021 à 10 heures 00 min**, heure locale-Union des Comores et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq millions (5 000 000) KMF.

7. Les offres doivent être valides durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents et ce **le 21 octobre 2021 à 10 heures 30 min**, Heure Local en Union des Comores dans le bureau du Projet Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge- Palace Cour Constitutionnelle -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com

Lancé le 21 septembre 2021